

ge ?



Les plus grands groupes et leur domaine de compétences sont (bien) connus. Comme la FN Herstal et ses armes et munitions de petit calibre. © DOMINIQUE DUCHESNES.

Cinq acteurs du secteur moins connus

Parmi la délégation belge de plus de 200 entreprises présentes lors de la mission économique princière en Californie, une vingtaine est active dans le secteur de la défense. Outre les grands groupes

que sont la FN Herstal, John Cockerill, Thales, la Sonaca, Orizio (Sabca et Sabena) ou encore Asco Industries, d'autres acteurs moins connus sont également de la partie. Petit tour d'horizon.

Lasea

Le groupe Lasea, installé au Sart Tilman depuis 1999, s'est spécialisé dans le micro-usinage (technique de fabrication de très haute précision utilisant un faisceau laser) pour l'électronique, les technologies médicales et le luxe. Après sa participation au Salon du Bourget (salon international de l'aéronautique et de l'espace), il s'oriente désormais vers l'aéronautique et la défense. Les technologies laser développées par l'entreprise

liégeoise modifient la surface des différents matériaux à l'échelle nanométrique et micrométrique afin de leur conférer des propriétés spécifiques répondant aux besoins du secteur : performance accrue, durabilité et intégration intelligente de nouvelles fonctionnalités dans les matériaux. Lasea compte 200 collaborateurs environ, répartis sur ses sites belges (Liège, Mons), français, suisse et américain.

Scioteq

Entreprise de référence en Europe dans la conception et la production d'écrans de pointe destinés aux secteurs de la défense et de l'aéronautique, Scioteq est assez peu connue en Wallonie, malgré des collaborations avec des géants tels que Lockheed Martin, Airbus ou encore Dassault. Ses solutions équipent plus de 160 modèles d'avions et d'hélicoptères, des centaines de navires ainsi qu'une cinquantaine de familles de véhicules

terrestres. La société d'origine flamande fournit aussi des écrans pour les systèmes de contrôle du trafic aérien. Elle emploie environ 500 personnes, dont 370 basées à Courtrai. Elle dispose également d'unités de production et de maintenance en France et aux Etats-Unis, ainsi que de bureaux commerciaux en Inde et à Singapour. En 2023, son chiffre d'affaires s'élevait à 121 millions d'euros.

Shield AI

Fondée en 2024 par deux experts en cybersécurité, Shield AI protège les entreprises contre les risques engendrés par la montée de l'intelligence artificielle générative. La plateforme bruxelloise empêche les données sensibles de ses clients de s'échapper vers des systèmes non maîtrisés. Une expertise que la *scale-up* compte mettre au service des armées, des forces de l'ordre et de l'industrie de défense qui manipulent des données critiques (plans opérationnels, re-

cherches technologiques sensibles, ou encore communications confidentielles). Bien qu'encore jeune, Shield AI a suscité l'intérêt d'acteurs majeurs dans le domaine de la défense : la FN Herstal, l'Otan, la gendarmerie nationale française et la Direction générale de l'armement en France, pour ne citer qu'eux. Son cofondateur, Mustapha Annouh, anticipe un chiffre d'affaires prévisionnel entre 330.000 et 520.000 euros sur les six prochains mois.

Septentrio

Créée en 2000 à Louvain (où elle siège toujours), Septentrio conçoit et fabrique des récepteurs GNSS (système mondial de navigation par satellite) de haute précision utilisés dans des domaines variés, comme le bâtiment, la marine, l'aéronautique, dont les drones. Issue du centre interuniversitaire de microélectronique de Louvain, l'entreprise s'est distinguée en

collaborant avec l'Agence spatiale européenne sur le programme Galileo. Ses équipements ont été expérimentés à bord d'une frégate de la Défense belge. En 2023, l'entreprise, qui emploie plus d'une centaine de personnes et consacre environ 10 % de son activité au secteur de l'armement, a réalisé un chiffre d'affaires de près de 45 millions d'euros.

Luciad

Basée à Louvain, Luciad s'est imposée comme un acteur clé de la géo-intelligence. Spécialisée dans les systèmes d'information géographique, l'entreprise développe des logiciels qui offrent une vision en temps réel de la situation géospatiale – un atout devenu essentiel pour l'aviation, la sécurité et la défense. Le secteur militaire représente d'ailleurs près de 70 % de son chiffre d'affaires, qui était de 15,3 millions d'euros en

2023, pour un bénéfice net de 6,5 millions. Forte d'une équipe d'environ 70 collaborateurs, Luciad est également présente à l'international, avec notamment des bureaux en France, en Allemagne, aux Etats-Unis ou encore au Mexique. L'entreprise, fondée en 1999, collabore avec des partenaires tels que l'Otan, Eurocontrol, Airbus Defence & Space, Boeing, Dassault, Thales, Lockheed Martin... U.S.

jusqu'à 4.000 emplois directs et 4.000 autres indirects », ajoute Stéphane Burton, par ailleurs CEO d'Orizio (Sabca et Sabena Engineering).

Probablement poussées par ses perspectives et le contexte sécuritaire actuel, 47,1 % des 414 entreprises sondées en avril par Agoria n'étant pas encore actives dans l'industrie de la défense souhaitent le devenir. Mais à en croire les intéressés, plusieurs obstacles demeurent : complexité du secteur, manque de concertation avec les autorités (absence de certifications pour l'accès à des informations confidentielles dans le cadre d'appels d'offres, par exemple), accès au financement ou besoin d'aide à l'exporta-

tion.

« Les banques ne sont toujours pas ouvertes à l'octroi de prêts aux entreprises de défense, malgré l'évolution de la situation géopolitique », regrette Pascal Acket. « Pourtant, elles en ont cruellement besoin pour les investissements importants qu'elles doivent réaliser aujourd'hui pour se développer et faire face à la concurrence internationale. » Et le spécialiste de l'industrie, comme l'ensemble du secteur belge, d'appeler à mettre en place un cadre d'exportation et de transit plus fluide, comme c'est le cas dans d'autres pays européens.

Sur ce dernier point, Alain Quevrin est assez confiant : « Depuis le précé-

dent gouvernement fédéral, il y a une vraie volonté politique de développer l'industrie de la défense. Aujourd'hui, les discussions avec le gouvernement wallon sur le nouveau décret d'octroi des licences d'exportation d'armes vont dans le bon sens. » Mais, selon le CEO de Thales Belgique, pour éviter que l'industrie ne se prenne les pieds dans le tapis du réarmement européen, « il ne faut pas tomber dans le piège du "tout à la production" et en oublier la recherche et le développement, qui constituent notre avenir ». Et Stéphane Burton de compléter : « Il faut se concentrer sur la construction d'une politique de l'industrie de défense stable et durable. »

Chiffre d'affaires estimé de l'industrie belge de défense et sécurité

En milliards d'euros

Chiffre d'affaires des entreprises et organisations belges qui se décrivent comme "une organisation ayant des activités de défense"

